



**European
Journal of Turkish Studies**
Social Sciences on Contemporary Turkey

23 | 2016
**Faire et défaire les territoires dans la Turquie
contemporaine**

Introduction

**Dire et faire le territoire en Turquie : entre
idéologie unitariste et obsession de la rente**

*Manufacturing and Dismantling Territories in Turkey : Between Unitarist
Ideology and Obsession for Profit*

Ségolène Débarre et Jean-François Pérouse



Éditeur
EJTS

Édition électronique

URL : <http://ejts.revues.org/5410>

ISSN : 1773-0546

Référence électronique

Ségolène Débarre et Jean-François Pérouse, « Dire et faire le territoire en Turquie : entre idéologie unitariste et obsession de la rente », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 23 | 2016, mis en ligne le 25 décembre 2016, Consulté le 03 janvier 2017. URL : <http://ejts.revues.org/5410>

Ce document a été généré automatiquement le 3 janvier 2017.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Introduction

Dire et faire le territoire en Turquie : entre idéologie unitariste et obsession de la rente

*Manufacturing and Dismantling Territories in Turkey : Between Unitarist
Ideology and Obsession for Profit*

Ségolène Débarre et Jean-François Pérouse

- 1 Dans un contexte où les difficultés de la recherche *in situ* s'accumulent et où il est délicat, localement, de s'affranchir d'un registre militant, ce dossier ouvre un chantier, celui de l'analyse des pratiques discursives et des politiques du territoire en Turquie. Ce dernier, caractérisé par une double nature, matérielle et symbolique peut être compris, en première approche, comme un complexe de lieux singuliers, espace physique différencié, collectivement institué et objet de représentations et de modes d'appropriation, souvent contradictoires et en évolution. Les conflits et affrontements opposant des conceptions et appropriations divergentes du territoire se sont multipliés et violemment exacerbés ces dernières années – des manifestations réprimées d'un côté du pays au conflit militaire de l'autre.
- 2 Le territoire, en tant qu'espace différenciable et différencié, est occulté par l'exaltation de la mère patrie et l'idéologie unitariste de la nation, d'un côté, par la prédation foncière de l'autre, les deux pôles de la fabrique actuelle du territoire. Quoi de commun, *a priori*, entre eux ? Certainement un idéal d'*isotopie*. L'idéologie unitariste comme l'obsession rentière organisent l'espace selon un ordre homogène : le « complexe de lieux singuliers » et « l'espace physique différencié » cèdent la place à un espace conçu comme *similaire*. Ils anéantissent les « lieux autres », ceux qui ne sont pas conformes et/ou pas rentables. Les *hétérotopies*¹ et leurs espaces d'expression s'amenuisent et se calfeutrent. Voyons cela.

*

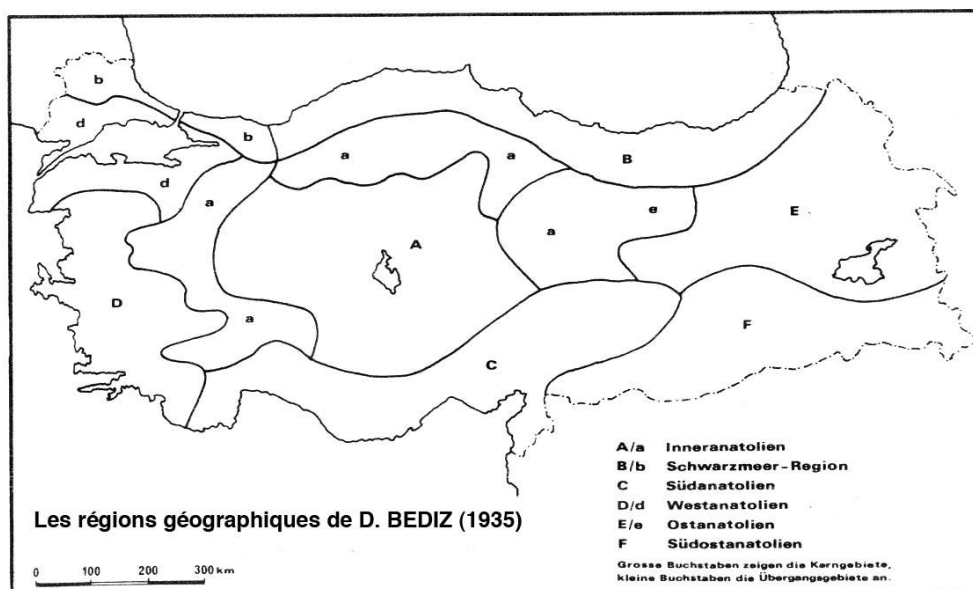
- 3 La foi en l'État fort et centralisé et en une nation unitaire et uniforme qui imprègne la culture politique dominante en Turquie aurait eu pour effet de nier les singularités du territoire. Les provinces ne doivent pas se singulariser par une désignation idiosyncrasique, raison pour laquelle, à quelques exceptions près, les « noms propres désignant spécifiquement une portion du territoire délimitée en fonction de critères variés, naturels, historiques ou économiques, sont pratiquement absents de l'usage du turc contemporain » (Bazin, 1986 : 17). La toponymie, systématiquement modifiée, est à l'image de cet « homme nouveau », le citoyen *turc* que la République entendait façonner : « Heureux celui qui peut dire 'je suis turc' » [*ne mutlu Türküm diyene*] scandent les collines de l'Anatolie. L'identité assignée est gravée dans le paysage. La géographie scolaire répète à l'envi le grand récit national et chante l'unité du pays (Özkan 2014). La mission dévolue à l'Éducation nationale, dès les débuts de la République, et même dès l'époque jeune turque sous l'influence des positivistes français et d'une certaine philosophie des Lumières, est de donner corps à cette unité nationale sacralisée, en évitant d'insister sur les facteurs de différence et en s'efforçant même de les gommer. Si l'école fait aimer son pays, c'est le pays comme communauté nationale qui est exalté et non pas comme « territoire » – configuration socio-spatiale toujours différenciée et donc conflictuelle².
- 4 Le terme de « territoire » est d'ailleurs difficilement traduisible en turc : outre les termes de *toprak* (sol) ou d'*alan* (aire), les vocables d'*ülke* (pays) ou de *vatan* (patrie), notions assez abstraites et chargées d'un fort affect politique, sont souvent proposés comme équivalents. Ces deux dernières notions peuvent être contenues dans les frontières actuelles de la Turquie ou bien porter sur un espace plus vaste, s'étendant jusqu'aux confins chinois, patrie des ancêtres (Copeaux 1997 ; Durgun 2011). Le terme de *memleket* est sans doute celui qui combine le mieux les différentes acceptions politiques et spatiales de *territoire* : il s'agit de l'étendue sur laquelle s'exerce le pouvoir du souverain (de *mamlaka(t)* / royaume) mais également d'une région d'origine ou d'identification / *مملكة* (le pays au sens de « petite patrie »). La notion de territoire implique, par contraste avec le terme d'« espace » ou d'« aire », de l'appropriation politique mais aussi de l'idiosyncrasie, de la différenciation interne.
- 5 Aujourd'hui, suivant en cela une tendance anglo-saxonne, le terme de *yer* (lieu/*place*) cristallise les velléités d'auto-référencement spatial, s'appropriant l'un des attributs du *territoire* (Debarbieux 2003 : 912). En réaction à l'idéologie *indifférentialiste*, négatrice des qualités variables du territoire, et sous l'effet de la percolation de discours internationaux (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Union européenne), un nouveau regard sur le local s'est fait jour dans les années 1990³, qui passe par des formes d'expression culturelles (langues, musiques à référence locale ou régionale revendiquées) et un essor notable de l'histoire locale (recherches, publications diverses, collections spéciales dans des maisons d'édition nationale⁴). L'investissement politique et économique de la référence locale (souvent sur un mode très restreint, qui n'accède pas à la dimension régionale) s'illustre dans l'instrumentalisation des associations de pays [*yöresel dernek* ou *hemşehrilik derneği*] par les différents partis en vue de s'accaparer des voix au nom des communautés de provenance⁵. Du côté des enjeux économiques, la spécialisation touristique du pays, et l'essor d'une agriculture alternative (labellisée, du terroir) amènent les acteurs à redécouvrir la valeur positive des différences territoriales. L'intégration des mots d'ordre environnementalistes dans le discours politique et associatif, et les sollicitations formulées par certaines instances internationales (dispensatrices d'aides) ont aussi pour effet d'infléchir le regard dominant. Le *local* (plus

que le *régional*) devient « tendance », si l'on peut dire, commercialisable même. La substitution des termes de « local » et de « territoire » ne va pourtant pas de soi : le parti de la Justice et du Développement (AKP) avait ainsi fait du concept de « développement local » [*yerel kalkınma*] un des thèmes principaux de ses programmes électoraux de 2002 et 2004, mais la référence au local n'avait alors aucune dimension territoriale. Il s'agissait alors de libérer les énergies et initiatives d'*en bas*, principalement économiques, contre un centre accusé d'imposer sa loi hégémonique, uniformisatrice et prédatrice. Pour l'AKP de l'époque – qui allait d'ailleurs vite abandonner ce slogan – le local c'était aussi le *traditionnel*, supposé avoir été malmené par les politiques républicaines modernisatrices⁶.

* *

- 6 Interroger la fabrique des territoires dans la Turquie contemporaine, c'est s'intéresser au rapport que l'État entretient avec un espace qu'il entend contrôler et administrer, mais c'est aussi questionner les appropriations individuelles et collectives des lieux, selon les registres matériels ou symboliques et les échelles multiples et emboîtées qu'elles mobilisent. Une tension entre le territoire au singulier et au pluriel, en somme. L'indivisibilité territoriale reste une valeur clé du discours politique turc et le glissement sémantique du terme « région » [*bölge*] au terme honni de « séparatiste » [*bölücü*] est en permanence redouté⁷. Découper le territoire en régions (au-delà d'une classification d'ordre naturel⁸), identifier des sous-ensembles régionaux à pourvoir éventuellement de compétences administratives spécifiques c'est, d'une façon ou d'une autre, porter atteinte, potentiellement au moins, à l'unité de la patrie. La crainte est telle que le terme de « régional » [*bölgesel*] a finalement été supprimé du nom des « agences de développement » [*kalkınma ajansları*] créées en 2006 (Bayraktar et Massicard 2011 ; Montabone 2011).

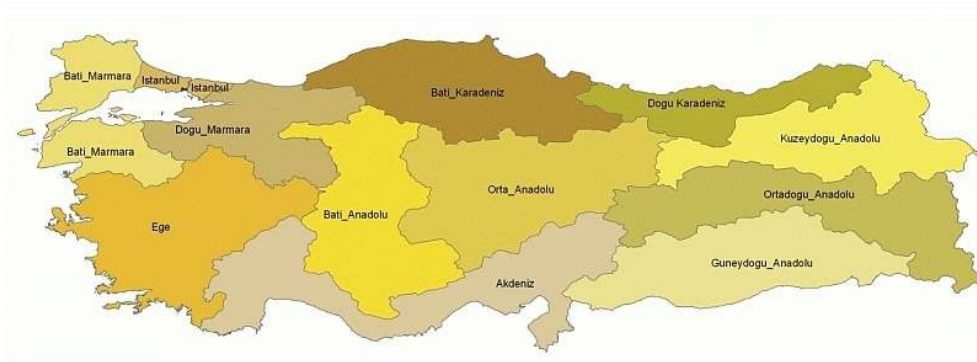
Illustration 1



LE DÉCOUPAGE EN RÉGIONS « NATURELLES » DE DANYAL BEDIZ (1935)

- 7 Si la Constitution de 1921 avait bien prévu la création de « régions d'inspection générale » pour le maintien de l'ordre (Yerasimos 1998 : 116), la conception de la région y était claire, rappelant celle de la *provincia* au sens latin, qui est d'abord un territoire contrôlé, quadrillé et dominé. Et les lois sur le peuplement de 1934 et 1936 n'ont fait que renforcer cette approche, l'État ayant par ce biais cherché à repeupler – après l'hémorragie de la Première Guerre⁹, de la guerre gréco-turque et de l'Échange de population de 1923-1924¹⁰ – et à homogénéiser le territoire, au mépris des différences culturelles et linguistiques, en déplaçant certaines populations jugées peu fidèles, ou tout au moins suspectes a priori, et en y substituant d'autres, supposées plus sûres. L'homogénéisation linguistique et politique du territoire national comptait alors parmi les objectifs prioritaires¹¹, même si les politiques sécuritaires ont, dès les débuts de l'histoire de la République turque, contribué à individualiser une région kurde – aux limites sans cesse redéfinies –, sans dire son nom¹², par le seul fait des dispositifs de contrôle et d'exception y prévalant¹³. L'approche militaire a donc pour effet de lisser le territoire, perçu comme un ensemble où la présence de l'État doit être partout perceptible et également ressentie.
- 8 Bien que la Direction générale de la planification et de l'aménagement du nouveau ministère des Travaux publics ait été chargée d'établir en 1958 des « Plans d'aménagement régionaux », et que la Constitution de 1961 ait approuvé le principe de décentralisation, les institutions chargées de la planification créées à cette époque (dont l'Organisme de planification étatique, *Devlet Planlama Teşkilatı* ou DPT, en 1960¹⁴) et le début des plans quinquennaux (Kansu 2004) ont en fait renforcé des pratiques administratives centralisatrices. La planification est avant tout macro-économique et le fait d'ingénieurs et de hauts fonctionnaires d'Ankara, qui pensent le pays dans une globalité sans nuances¹⁵. La création en 1994 d'une « Direction générale du développement régional et de l'harmonisation structurelle » au sein du DPT semble avant tout être une réponse aux sollicitations européennes – régulièrement perçues comme une menace pour l'intégrité du pays – et n'a pas marqué de véritable changement dans l'appréhension du territoire. La logique sectorielle de l'intervention étatique dans le territoire national a eu pour effet de nier les logiques régionales (Dericioğlu 1989 : 10). Ce n'est qu'avec le 5^e plan quinquennal qu'une logique plus « intégrée territorialement » est apparue : le DPT propose ainsi en 1982 la constitution de 16 régions fonctionnelles et établit des « schémas de développement régional » sans qu'aucune politique publique ne soit mise en place à ce niveau (Bayraktar et Massicard 2011 : 39). Il faut attendre le 7^e plan (1996-2000) pour que « la nécessité de combiner le développement sectoriel et l'analyse spatiale » soit affirmée pour la première fois (Dulupçu 2005 : 110).
- 9 Les découpages territoriaux de la Turquie républicaine se sont méthodiquement attachés à brouiller les limites des unités culturelles, linguistiques ou religieuses préexistantes. Les douze régions administratives créées en 2003 (NUTS 1) respectent également ce principe, évitant ainsi soigneusement de regrouper les terres à majorité kurde dans un seul et même ensemble¹⁶ (Illustration 2).

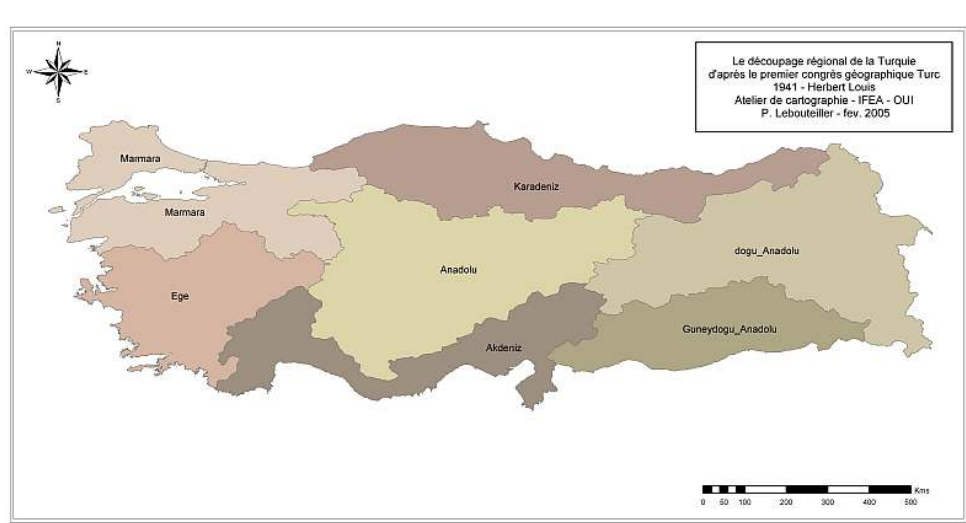
Illustration 2



LES DOUZE RÉGIONS CRÉÉES EN 2003

PASCAL LEBOUTEILLER/IFEA, 2005

Illustration 3



LE DÉCOUPAGE RÉGIONAL, EN SEPT ENSEMBLES, DE 1941 À 2002

PASCAL LEBOUTEILLER/IFEA, 2005

Illustration 4



1914



1927



2004

L'ÉVOLUTION DU DÉCOUPAGE DÉPARTEMENTAL DE 1914 À 2004 (NUTS-3)

PASCAL LEBOUTEILLER/IFEA, 2005

- 10 La région reste pour l'instant un cadre, essentiellement statistique, « offert » opportunément aux instances européennes afin de capter les ressources matérielles de fonds structurels¹⁷. L'article 1 de la loi n° 5449, qui fixe comme objectif aux agences de développement « (...) l'accélération du développement régional, le renforcement de sa durabilité et la réduction des différences de développement à l'intérieur des régions », semble d'ailleurs ne pas prendre en compte explicitement les différences entre régions et jusqu'à présent « peu de progrès ont été faits dans la réduction des inégalités » et dans certains cas même, on constate un « creusement des inégalités » (Bayraktar et Massicard 2011 : 47). La concurrence entre les ministères et/ou administrations centrales ajoute parfois encore à l'oubli du territoire : chaque administration, chaque ministère a sa vision du territoire et sa manière de le subdiviser pour l'exercice de son action : la vision du DPT (planification) n'est pas celle du DSİ (politique hydraulique), qui n'est pas non plus celle de tel autre ministère. Et ces dernières années, le renforcement du pouvoir octroyé aux municipalités métropolitaines est venu encore compliquer la donne.

* * *

- 11 L'urbanisation du pays (c'est en 1985 que, selon les statistiques officielles, la population turque devient majoritairement urbaine), la consolidation des pouvoirs locaux, renforcés par la loi sur les municipalités de 1984, la focalisation des investissements publics et privés sur les grandes agglomérations, l'essor du tourisme international, la crise de la planification nationale, etc., peuvent être lues comme des symptômes d'un changement

de paradigme territorial. Après les réformes des années 1980, la loi de mars 2008 sur l'annulation du statut municipal des communes de moins de 2000 habitants et celle de juillet 2008 sur l'augmentation des ressources financières des pouvoirs locaux et surtout la loi 5779 de novembre 2012 sur les nouvelles municipalités métropolitaines ont renforcé le pouvoir des métropoles (Pérouse 19/11/2012). Les changements de périmètres aboutissent à une superposition partielle des collectivités : les limites du Grand Istanbul correspondent par exemple aujourd'hui avec celles du département, mettant fin, dans ce cas, à la concurrence entre le département, les autorités métropolitaines au profit de ces dernières, mais qui peut, dans d'autres, entraîner querelles et rivalités. Quelle que soit la situation, cette métropolisation a un impact sur la gestion ressources péri-urbaines, qu'il s'agisse notamment de l'eau ou des espaces ruraux. Les municipalités et surtout la quinzaine de municipalités métropolitaines ont acquis une marge d'action croissante à partir des années 1980, notamment le droit d'élaborer et de réviser les plans d'urbanisme, ce qui a permis la création de rentes urbaines et suscité la convoitise des investisseurs qui se sont alors empressés d'entrer dans les conseils municipaux.

- 12 La gouvernance de l'AKP, depuis le début des années 2000, a considérablement renforcé la conception du territoire comme rente – un espace plus ou moins vaste d'opportunités momentanées, de convoitises, d'ostentation et d'affrontements des intérêts particuliers. Le territoire est l'émanation du projet urbain ou d'infrastructures de transport : il se multiplie au gré de l'extension des terrains urbanisables et de la reconquête des terrains militaires (accrue depuis juillet 2016). L'absence de prise en compte des effets collatéraux, et notamment environnementaux, de ces projets est patente, le caractère compulsif et précipité étant à la hauteur des gains espérés, irrépessible « *fix* » du capital, indifférent aux solutions alternatives et aux conséquences à long terme. Le territoire devient alors prioritairement celui d'un « marketing » [*markalaşma*] dont les théories et manuels font une entrée en force sur les rayons des bureaux des planificateurs municipaux¹⁸. L'article de Bilge Serin, dans ce numéro, montre ainsi, à partir d'une analyse empirique d'articles de coupures de presse, la façon dont les ensembles résidentiels fermés [*gated communities*] sont vendus au public de Turquie. Analysant les discours publicitaires, l'article postule un certain niveau de consensus social permettant la réussite de ces projets immobiliers et la transformation de la conception de l'urbanité.
- 13 En face du consensus, encore trop peu étudié¹⁹, les formes de résistances et de contestations, frontales ou détournées, ont pris des visages multiples et se sont hybridées avec des mobilisations transnationales (*#occupy*) localement réinventées. La mise en culture des sols, dans le cadre des jardins potagers (*bostan*) étudiés par Agathe Fautras, dans le centre d'Istanbul (Beyoğlu, Kadıköy, Üsküdar) en est un exemple. À suite de la mobilisation dite de Gezi, en 2013, de tels jardins ont été créés, en signe de résistance, dans des espaces urbains interstitiels : les collectifs à l'origine de ces initiatives dénoncent ainsi la marchandisation du foncier et l'absence de considérations écologiques de la part du gouvernement turc. Les « espérances contenues dans l'utopie du jardinier » selon la belle formule de Gilles Clément (Clément et Jones 2006) rencontrent, dans un premier temps, les obstacles et l'aversion de l'administration. Dans un second temps, l'article montre que le combat pour leur pérennisation leur fait courir le risque d'une récupération politique, et par là-même, d'un gommage de leurs aspérités et singularités : une absorption de l'hétérotopie dans l'isotopie, en somme.
- 14 À l'inverse de ces « jardins de la contestation », la conception des parcs municipaux reflète clairement leur adhésion à un contrôle social promu par le gouvernement. Depuis

1994, les partis de l'islam politique turc et, depuis 2003, l'AKP, de façon beaucoup plus marquée, ont en effet l'ambition de produire de nouveaux territoires, « informant » « l'individu et le collectif sur son identité »²⁰ – comme, à son époque, mais d'une autre façon, la ville kémaliste entendait former le citoyen nouveau (Bozdoğan 2001). Désormais, c'est l'intégration du religieux et la révocation *de facto* de l'entreprise de sécularisation qui priment. La moralisation de l'espace urbain qu'illustre l'article d'Helin Karaman, consacré au récent « Parc de la culture de Topkapı » [*Topkapı Kültür Parkı*], à Istanbul, est indissociable d'une emprise croissante de la surveillance et la privatisation de l'espace public (en l'occurrence, la délégation de la surveillance du parc à des sociétés de surveillances privées, celles-là mêmes qui gardent attentivement les galeries marchandes qui se sont démultipliées dans la ville ces quinze dernières années). Reflet des pratiques de loisirs des classes moyennes et populaires, le parc participe d'un projet urbain visant à créer des lieux standardisés, conformes aux critères d'une modernité normée.

- 15 Attention cependant aux risques d'essentialisation et aux schémas explicatifs routiniers. Les tentations sont doubles : d'une part, la mobilisation de références critiques sur l'espace (notamment Foucault, Lefebvre, Harvey) s'est systématisée en Turquie – au risque d'une convention *in fine* a-critique et de la construction d'un grand récit *universal* sur le fonctionnement *a priori* d'une « ville néo-libérale ». D'autre part, et paradoxalement, l'*islamité* semble situer le projet territorial dans un espace irréductiblement *local* et *singulier*. L'enquête concerne peu l'articulation entre ces deux pôles du discours, le postulat du *particulier* et de l'*universal*. Or, à bien des égards, le paradigme territorial actuel en Turquie, au-delà du vernis islamiste, pourrait par exemple utilement être rapproché d'un modèle chinois d'administration du territoire : grands projets, brutalité patrimoniale et écologique, éradication des contestations, croyance en la toute-puissance de la technique, adhésion d'une classe moyenne émergente, etc., et ce, en plein décalage avec le discours démocratique de l'Europe contemporaine bruissant de « participatif » et de « collaboratif ». Les ressemblances, en effet, sont nombreuses : En Chine [comme aujourd'hui en Turquie], la définition de la ville est large et inclut aussi l'espace rural voisin. Cela a été conforté par les réformes du début des années 1980. La ville chinoise est avant tout un espace de pouvoir qui contrôle un territoire, qu'il soit urbain ou rural. On est dans ce qu'on appelle les municipalités chinoises, qui ont des districts pour partie ruraux, et qui peuvent contenir des villages, des bourgs et des petites villes (Sanjuan 2013).
- 16 Dans la même optique qu'en Chine, quels que soient les coûts écologiques, l'urbanisation est conçue en Turquie comme un moteur essentiel de la croissance et un instrument de la « modernisation » du pays. Dans cette perspective, les réformes, les pratiques et les discours convergent actuellement en Turquie et en Chine. Même le style « néo-ottoman » qui s'affiche dans l'espace public turc, et que l'on serait tenté d'inscrire dans une dynamique strictement autochtone, entre en résonance avec les « pastiches de style chinois », promus par certaines municipalités de la République populaire²¹. Sans aucun doute, dans un cas comme dans l'autre, les villes sont les lieux de la redéfinition de l'identité nationale, avec comme projet, un ordonnancement lisse du territoire national pendant d'une homogénéisation du corps social.

* * * *

- 17 Cette homogénéisation achoppe cependant pour l'instant. L'article de Sylvain Cavallès, dans ce numéro – *L'Hétérotopie kurdistanî: défense et illustration d'un territoire littéraire* – présente, à travers le cas d'écrivains kurdes de Turquie, cette « intrication des problématiques de langue et de territoire » et la « schizophrénie linguistique » dans laquelle les espaces à majorité kurde sont vécus et pensés. L'interdit, en matière territoriale, relève ainsi autant des entraves posées aux circulations physiques – quartiers évacués par la transformation urbaine, routes barrées pour des raisons de sécurité, frontières fermées suite à des crises diplomatiques²² – que d'une impossible formulation, sous une forme cartographique²³ ou verbale : peut-on dire le territoire ? Dans quelle langue et avec quels mots ? Grâce à la floraison (temporaire ?) de maisons d'édition, revues et sites internet dédiés, le territoire littéraire offre un espace de résilience et permet d'exprimer l'absence : le « lieu absent » (c'est ainsi que S. Cavallès traduit l'expression de « *yokyer* » de l'artiste-écrivain Şener Özmen) n'est pas le « non-lieu », le lieu « interchangeable », c'est un lieu « hors-carte », une *hétérotopie* – qui rencontre le destin d'autres minorités, syriaque ou arménienne. Le territoire est ici compris comme un complexe de lieux singuliers (incarnés par des géographèmes tels que les montagnes ou encore les frontières) et parmi eux, la ville, réelle – Mardin, Diyarbakır – ou inventée, qui est le principal support d'auto-référencement et d'identification.
- 18 La forte proportion de Turcs originaires de territoires extérieurs à la Turquie actuelle (Balkans, Crimée, Caucase...), l'intense circulation des habitants sur le territoire national et la facilité avec laquelle on se réclame de plusieurs lieux à la fois redéfinissent un territoire qui n'est plus un ensemble délimité de lieux séparés par des distances fixes, irréductibles, mais un espace stratifié, aux contours variables dans le temps et selon les individus, produit complexe de stratégies de mobilité. Une telle focale permet d'échapper à la « tentation qui consiste à ramener le territoire au seul agencement sur le mode de la continuité spatiale – avatar de la modernité politique et de sa propre conception de la territorialité » (Debarbieux 2003 : 912). Les nouvelles porosités et incertitudes engendrées par la guerre en Syrie ont par ailleurs éveillé ou ravivé un sentiment d'appartenance à des régions transnationales (Montabone 2016), que l'on pense aux identités kurde, yézidie ou encore turkmène. L'installation des populations réfugiées d'Irak et de Syrie et la constitution de diasporas a entraîné des bouleversements territoriaux, touchant particulièrement les régions méridionales et les grandes villes du pays, Istanbul en tête, qui ne sont pas analysées dans ce numéro et devront donc faire l'objet d'une publication ultérieure.

Acı, Esra Yüksel (2005). *Kalkınma Sürecinin Yeni Aktörleri Sivil Toplum Kuruluşları* [Les institutions de la société civile, nouveaux acteurs du processus de développement], Istanbul, Günizi.

Aydın, Suavi (2005). « Bir Tilkinin Ettiği: İsimler Millî Birliği Nasıl Bozar? » [Le pouvoir d'un renard : comment les noms menacent l'unité nationale ?], *Toplumsal Tarih* 143, p. 90-97.
URL : <http://www.birikimdergisi.com/guncel-yazilar/1001/bir-tilkinin-ettigi-isimler-milli-birligi-nasil-bozar#.WF07GW7YWUk>.

Bayraktar, Ulaş ; Massicard, Élise (2011). « La décentralisation en Turquie », *Focales* 7, Paris, Agence Française de Développement. URL : <http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Focales/07-Focales.pdf>.

Bayraktar, Ulaş (2007). « Turkish municipalities: Reconsidering local democracy beyond administrative autonomy », *European Journal of Turkish Studies*. URL: <http://ejts.revues.org/1103>.

- Bazin, Marcel (1986). « Les disparités régionales en Turquie », in Gökalp, Altan (dir.), *La Turquie en transition : disparités, identités, pouvoirs*, Paris, Maisonneuve-Larose, p. 17-47.
- Bazin, Marcel (1991). « Disparités et déséquilibres régionaux », in Dumont, Paul ; Georgeon, François (dir.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, l'Harmattan, p. 23-45.
- Bazin, Marcel (1994). « L'ouverture des campagnes », in Yerasimos, Stéphane (dir.), *Les Turcs*, Paris, Autrement, p. 79-85.
- Bazin, Marcel (2000). « La région, cette inconnue... Réflexions sur l'identité régionale dans le monde turco-iranien », in Balland, Daniel (dir.), *Hommes et Terres d'Islam. Mélanges offerts à Xavier de Planhol*, Tome II, [Bibliothèque Iranienne 53], Téhéran, Institut Français de Recherche en Iran (IFRI), p. 345-358.
- Bazin, Marcel (2005). « Diversité ethnique et disparités régionales », in Vaner, Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, p. 389-428.
- Bora, Tanıl (dir.) (2005). *Taşraya Bakmak* [Regarder la province], Istanbul, İletişim.
- Bozarslan, Emîn (1966) *Doğu'nun sorunları* [Les problèmes de l'est], Istanbul, Avesta.
- Bozarslan, Hamit (1997). *La question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Bozdoğan, Sibel (2001). *Modernism and Nation Building. Turkish Architectural Culture in the Early Republic*, Washington, Washington University Press.
- Clément, Gilles ; Jones, Louisa (2006). *Une écologie humaniste*, Genève, Aubanel.
- Copeaux, Étienne (1997). *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, CNRS Éditions (traduit en turc, Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1998).
- Darkot, Besim (1995). "Türkiye'nin Coğrafi Bölgeleri Hakkında" [Sur les régions géographiques de la Turquie], *Türk Coğrafya Dergisi*, (13/14), p. 141-150. URL : <http://dergipark.ulakbim.gov.tr/tcd/article/view/1074000641>.
- Debarbieux, Bernard, (2003). « Territoire » in Lévy, Jacques ; Lussault, Michel (dir.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, p. 910-912.
- Dericioğlu Taylan (1989). "Güneydoğu Anadolu Projesinin Ekonomik ve Sosyal Etkileri" [Les effets économiques et sociaux du projet d'Anatolie du Sud-Est], in *Ekonomik ve Sosyal Etüdlere Konferans Heyeti, Türkiye'de Bölgesel Politika* [la politique régionale en Turquie], Istanbul, Acar, p. 110-19.
- Doğan, Sevinç (2016). *Mahalledeki AKP, Parti İşleyişi, Taban Mobilizasyonu ve Siyasal Yabancılaşma* [L'AKP dans les quartiers, fonctionnement du parti, mobilisation de la base et dépolitisation], Istanbul, İletişim.
- DPT (Devlet Planlama Teşkilatı) (1982). *Türkiye'de Yerleşim Merkezlerinin Kademelenmesi* [La hiérarchisation des centres d'implantation en Turquie], 2 vol. , Ankara, DPT.
- Durgun, Sezgi (2011). *Memalik-i şahane'den Vatan'a* [Des territoires impériaux à la patrie], Istanbul, İletişim.
- Eliçin-Arıkan, Yeşeren (1997). « Municipalités métropolitaines et d'arrondissement en Turquie », *Cahiers d'Études sur la Méditerranée et le monde turco-iranien* 24, p. 71-104. URL : <https://cemoti.revues.org/1463>.
- Eliçin-Arıkan, Yeşeren (1997). *Décentralisation et urbanisme en Turquie*, Thèse de Doctorat en urbanisme sous la direction de Jacques Bourdon, Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille III, Institut d'Aménagement Régional.
- Eraydın, Ayda (1983). *Approaches to Regional Development in the Planned Period*, Ankara, SPO.

- Erder, Necat; Karaosmanoğlu, Atilla; Sönmez, Atilla; Çilingiroğlu, Ayhan (2003). *Plânlı Kalkınma Serüveni* [L'aventure du développement planifié], Istanbul, Istanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları.
- Erinç, Sırrı (1958). "Bölge sınırlandırılmasının esasları" [Fondements de la délimitation des régions], *İşkân ve şehircilik Haftası Konferansları*, Siyasal Bilgiler Fakültesi Yay. 9, p. 103-114.
- Erinç, Sırrı (1959). "Bölge Plâni nasıl yapılır?" [Comment fait-on de la planification régionale ?], *Istanbul Üniversitesi Coğrafya Enstitüsü Dergisi* 10, p. 36-51. URL : <http://aves.istanbul.edu.tr/ImageOfByte.aspx?Resim=8&SSNO=13&USER=4150>.
- Erol, Oğuz (1983). *Die naturräumliche Gliederung der Türkei*, Wiesbaden, L. Reichert.
- Foucault, Michel (1967). « Des espaces autres », *Dits et écrits* (1984), tome IV, Paris, Gallimard, p. 752-762.
- Gökçalp, Altan (1986). « Espace rural, village, ruralité : à la recherche du paysan anatolien », in Gökçalp, Altan (dir.), *La Turquie en transition. Disparités, Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, p. 49-79.
- Güntekin, Reşat Nuri (1936). *Anadolu Notları* [Notes anatoliennes], vol. 1, Istanbul, İnkilâp ve Aka Kitabevleri.
- Heper, Metin (1989). *Local Government in Turkey. Governing Greater Istanbul*, London, Routledge.
- Heper, Metin (1987). *Democracy and Local Government. Istanbul in the 1980's*, Walkington (UK), Eothen Press.
- Jongerden, Joost (2007). *The Settlement Issue in Turkey and the Kurds*, Leiden & Boston, Brill. DOI : 10.1163/157338410X12625876281703.
- Kansu, Günal (2004). *Planlı Yıllar (anularla DPT'nin öyküsü)* [Les années planifiées (l'histoire du DPT par des anecdotes)], Ankara, İş Bankası.
- Keleş, Ruşen (1996). *Kentleşme politikası* [Politique d'urbanisation, 3^e éd.], Ankara, İmge.
- Keyder, Çağlar (1996). *Ulusal Kalkınmacılığın İflası* [La faillite du développementalisme national], 2^e édition, Istanbul, Metis.
- Kadirbeyoğlu, Zeynep; Özertan, Gökhan (2015). "Power in the Governance of Common-Pool Resources: A comparative analysis of irrigation management decentralization in Turkey", *Environmental Policy and Governance* 25 (3), p. 157-171. DOI : 10.1002/eet.1673.
- Köymen, Nusret Kemal (1934). "Soy düzeni" [L'ordre de la parenté], *Ülkü* 4, p. 302-303.
- Köymen, Nusret Kemal (1935). "Köycülük Programına Giriş" [Introduction au programme de développement des villages], *Ülkü* 5 (26), p. 132-141.
- Köymen, Nusret Kemal (1937). *Village, the Unit of Societal Organization*, Master's thesis, Wisconsin, Wisconsin University.
- Köymen, Nusret Kemal (1948). *Bölge Plancılığı, Memleket Kalkınması* [Planification régionale, développement territorial], Istanbul.
- Loewendahl-Ertugal, Ebru (2005). "Europeanisation of Regional Policy and Regional Governance: The Case of Turkey", *European Political Economy Review* 3 (1), p. 18-43. URL: <http://aei.pitt.edu/6094/1/loewendahl.pdf>.
- Louis, Herbert (1985). *Landeskunde der Türkei. Vornehmlich aufgrund eigener Reisen*, Geographische Zeitschrift, Beihefte, Wiesbaden, F. Steiner.
- Massicard, Élise (2001). « Sivas, une province turque entre local et global », *Les Études du CERI* 79, Paris, Sciences Po. URL : <http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/rmmq6777o8msohlgt9pdgv2lk>.

- Massicard, Élise (2005). « Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara », *European Journal of Turkish Studies* 2. URL : <http://ejts.revues.org/362>.
- Mercan, Faruk (2004). "Devlet Planlama Kulübü" [Le club de la Planification d'État], *Aksiyon*, Haziran, p. 54-58.
- Montabone, Benoît (2011). *La cohésion territoriale en périphérie de l'Union européenne : les enjeux du développement régional*, Thèse de doctorat en Géographie sous la direction de Guy Baudelle, Université Rennes 2.
- Montabone, Benoît (2017). "The Wartime Emergence of a Transnational Region between Turkey and Syria (2008–2015)" in Vignal, Leïla (dir.), *The Transnational Middle East. Places, people, Borders*, Londres, Routledge, p. 181-197.
- Mutluer, Mustafa (2009). « Inégalités interrégionales en Turquie et études de planification régionale » in *Les vertus de l'interdisciplinarité. Mélanges offerts à Marcel Bazin. Les Cahiers de L'IATEUR*, N° Spécial, p. 111-128.
- Öktem, Kerem (2003). "Creating the Turk's Homeland: Modernization, Nationalism and Geography in Southeast Turkey in the late 19th and 20th Centuries", in Socrates Kokkalis Graduate Workshop, *The City: Urban Culture, Architecture and Society*. URL: <http://file.setav.org/Files/Pdf/creating-the-turk%E2%80%99s-homeland-modernization-nationalism-kerem-oktem-2003.pdf>.
- Öktem, Kerem (2005). *Reconstructing Geographies of Nationalism: Nation, Space and Discourse in Twentieth Century Turkey*, PhD thesis, University of Oxford.
- Öktem, Kerem (2009). "The Nation's Imprint: Demographic Engineering and the Change of Toponymes in Republican Turkey", *European Journal of Turkish Studies* 7, URL: <http://ejts.revues.org/2243>.
- Özkan, Behlül (2014). "Making a National Vatan in Turkey: Geography Education in the Late Ottoman and Early Republican Periods", *Middle Eastern Studies* 50 (3), p. 457-481. DOI : 10.1080/00263206.2014.886569.
- Öztürkmen, Arzu (1998). *Türkiye'de Folklor ve Milliyetçilik* [Folklore et nationalisme en Turquie], Istanbul, İletişim.
- Payzın, Ziya (1967 ?). *Türkiye'de Yerleşim Sorunları ve Bölgeler Arası Dengesizlikler* [Problèmes d'implantation en Turquie et déséquilibres entre les régions], Ankara, Nuve.
- Pérouse, Jean-François (1998). « Naissance nationale et naissance urbaine (Ankara/ Islamabad) : de l'inconstruit au mal- ou déconstruit », in Eveno, Emmanuel (éd.), *Villes et Territoires, Utopies Urbaines*, Toulouse, CIEU/CNRS/PUM, p. 21-40.
- Pérouse, Jean-François (2002). « Istanbul et l'État turc. La métropole contre l'État ? », in *Le pouvoir et la ville à l'époque moderne et contemporaine*, Collection KUBABA, Série Actes I, Université de Paris I /Institut Catholique de Paris, Actes du colloque « La ville au cœur du pouvoir » Paris 7-8 décembre 2000, vol. 2, p. 219-242.
- Pérouse, Jean-François (2003). « La difficile affirmation des villes moyennes turques comme symptôme de dysfonctionnements politico-économiques », in Charbonneau, François ; Lewis, Paul ; Manzagol, Claude (dir.), *Villes moyennes et mondialisation, renouvellement de l'analyse et des stratégies, Actes du colloque international*, Université de Montréal, du 18-20 septembre 2002, Montréal, Trames/UM, p. 92-99.
- Pérouse, Jean-François (2005). « Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de hemşehri à Istanbul : chronologies et géographies croisées », *European Journal of Turkish Studies* 2. URL : <https://ejts.revues.org/369>.
- Pérouse, Jean-François (2010). "İstanbul'un eski çeperlerinde yeni bir 'kentsel kimlik' yaratma çabası : yerel Adil Düzen'den küreselleşen piyasa arayışlarına. Başakşehir

- hikâyesi (1995-2008)” [L’effort de création d’une nouvelle “identité urbaine” au sein de l’ancien périmètre d’Istanbul : de l’Ordre Juste local à la poursuite du marché global. L’histoire de Başakşehir (1995-2008)], in Turgut Yıldız, Hülya ; Eyüce, Ahmet (dir.), *Kent, Kültür, Konut - Bildiri Kitabı, IAPS-CSBU Network, Kültür ve Mekan Toplantıları, Ulusal Sempozyum 1*, Istanbul, Bahçeşehir Üniversitesi, p. 24-28.
- Pérouse, Jean-François (19/11/2012). « La création de 13 nouvelles municipalités métropolitaines en Turquie par la modification de la loi n° 5779 ou le triomphe écrasant de l’urbain dans l’ordre de gestion territoriale », *Dipnot*. URL : <http://dipnot.hypotheses.org/37>.
- Pérouse, Jean-François (27/01/2014). « Après les élections locales du 30 mars 2014, 16 000 villages vont être rayés de la carte », *Dipnot*. URL : <http://dipnot.hypotheses.org/464>.
- Pınarcıoğlu, Melih ; Işık, Oğuz (s.d.). *Yeni Kalkınmacılık: Bölgesel Kalkınmada Arayışlar* [Le nouveau développementalisme : Recherches sur le développement régional], Ankara, GAP-GIDEM.
- Pınarcıoğlu, Melih ; Işık, Oğuz (2005). “Prof. Dr GERAY ile Söyleşi” [Entretien avec le Professeur Geray], *Planlama 2*, Ankara, p. 4-22.
- Sanjuan, Thierry (2013). « La ville chinoise est un espace de pouvoir », Entretien avec Thierry Sanjuan réalisé par Charlotte Ruggeri et Léo Kloeckner, *Revue Urbanités*. URL : <http://www.revue-urbanites.fr/entretien-thierry-sanjuan-la-ville-chinoise-est-un-espace-de-pouvoir/>.
- Sauner-Nebioğlu Marie-Hélène (1995). *Évolution des pratiques alimentaires en Turquie : Analyse comparative*, Berlin, Klaus Schwarz.
- Sönmez, Abdülkerim (2008). “The Effects of Violence and Internal Displacement on Rural-Agrarian Change in Turkey”, *Rural Sociology*, 73 (3), p. 370-413. DOI : 10.1526/003601108785766534.
- Sönmez, Mustafa (1998). *Bölgesel Eşitsizlik* [Inégalité régionale], Istanbul, Alan.
- Staszak, Jean-François ; Lussault, Michel (2003). « Hétéropie », in Lévy, Jacques ; Lussault, Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 452-453.
- Tapia, Stéphane de (1991). « Aménagement hydraulique et aménagement du territoire en Turquie », in *Milieus calcaires et politique hydraulique, 115^e Congrès National Des Sociétés Savantes, Avignon 1990*, Paris, CTHS, p. 159-168.
- Tekeli İhlan (1981). “Dört Plan Döneminde Bölgesel Politikalar ve Ekonomik Büyümenin Mekansal Farklılaşması” [Politiques régionales et croissance économique différenciée au cours de la période de quatre plans quinquennaux], *ÖDTÜ Gelişme Dergisi*, “Planlama” Özel Sayısı, p. 369-389.
- Thevenin, Michaël (2014). « De la pastoralité dans l’Est de la Turquie », *Revue de géographie alpine* 102 (2), URL : <http://rga.revues.org/2469>.
- Tuncel, Metin (1960). “Türkiye Coğrafi Bölgelerin Ziraî Karakterleri” [Les caractéristiques agricoles des Régions Géographiques de Turquie], İstanbul Üniversitesi Edebiyat Fakültesi Coğrafya Enstitüsü Dergisi 11, p. 76-101.
- Tunçel, Harun (2000). “Türkiye’de İsmi Değiştirilen Köyler” [Les villages de Turquie dont le nom a été modifié], *Firat Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi* 10 (2), p. 23-34. URL : <http://cografya.bilecik.edu.tr/Dosya/Arsiv/Harun%20Tun%C3%A7el%20Makaleler/T%C3%BCrkiye%E2%80%99de%20C4%B0smi%20De%C4%9Fi%C5%9Ftirilen%20K%C3%B6yler.pdf>.
- Yerasimos, Stéphane (1988). « La planification de l’espace en Turquie », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 50 (4), p. 109-122. URL : www.persee.fr/doc/remmm_0035-1474_1988_num_50_1_2257.

Yerasimos, Stéphane (2005). « L'obsession territoriale ou la douleur des membres fantômes », in Vaner, Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, p. 39-60.

Yıldız, Ömer (2001). "Bölgesel Eşitsizlik: Türkiye Örneği" [Inégalité régionale : l'exemple de la Turquie], *Atatürk Üniversitesi, İBF Dergisi* 15 (1-2). URL : <http://e-dergi.atauni.edu.tr/atauniibd/article/view/1025003504>.

Yıldırım, Selâhattin ; Emrealp, Sadun ; Duben, Alan (1988). *Metropolitan Government in Istanbul*, Istanbul, Metropolitan Municipality of Greater Istanbul and IULA-EMME.

NOTES

1. Non pas dans un sens foucauldien d'« hétérotopies de crise » ou « de déviation » (Foucault 1967) mais dans une interprétation post-foucauldienne, à savoir des « lieux d'appartenance identitaire singuliers » (homosexuels, ethniques, etc.) tel que développée dans les études culturelles anglo-saxonnes.

2. On pourrait faire un parallèle entre la volonté proclamée de nier (ou dépasser) les classes sociales dans la communauté nationale et celle de nier les différences locales. Le citoyen [*vatandaş, yurttaş*] est une figure déterritorialisée, qui s'inscrit dans l'espace politique de la nation et de la communauté nationale, beaucoup plus que dans un environnement singulier. Corrélativement, la condescendance pour le villageois (le *köylü*) s'inscrit dans la même idéologie toujours tenace. Dans l'imaginaire républicain des élites, le villageois – et on est désormais loin de l'exaltation du paysan, « cheville ouvrière de la nation » des premiers temps de la République – constitue le stade initial, brut, dans le processus de civilisation des citoyens.

3. Il y a déjà eu, certes, notamment dans les années 1930, des procédures de territorialisation des différences comme l'explique Marie-Hélène Sauner-Nebioğlu (1995) dans l'introduction de son livre, en citant l'exemple des chants dont les caractéristiques distinctes sont attribuées à des différences départementales (c'est le cas des *aşık* par exemple), chacune objet d'une folklorisation propre.

4. À l'instar de la collection *Livres du pays* [*Memleket Kitapları*], publiée par la très stambouliote maison d'édition İletişim.

5. Voir le dossier spécial de l'*European Journal of Turkish Studies* (2005/2) consacré à ces associations : <http://ejts.revues.org/359>.

6. L'Anatolie, jusqu'à peu très négativement connotée (en termes d'arriération ou d'obscurantisme), tend à devenir un sanctuaire des valeurs nationales à préserver, dans une Turquie de plus en plus urbanisée et internationalisée.

7. Le terme de *bölge* renvoie tellement à la division que souvent on lui préfère celui de *yöre*, dont les connotations sont plus strictement culturelles voire folkloriques. *Yöre* désignait à l'origine plutôt les « environs proches » : son sens s'est élargi jusqu'à recouvrir désormais celui de *bölge* (ex. en 1971 mise en place des « zones de développement prioritaires » *kalkınmada önceliklik yöreler*).

8. La naturalisation des disparités territoriales constitue un obstacle, que le poids des géographes allemands dans la construction institutionnelle de la géographie universitaire turque a sans doute renforcé. Les découpages régionaux élaborés depuis les années 1930 ont une assise fortement naturaliste, et plus précisément climatologique. L'ouvrage de Z. Payzın (1967), pourtant pionnier sur la question des déséquilibres régionaux, reflète cette tendance à

naturaliser les différences, certains développements sur l'influence du climat sur le « genre de vie des familles » ayant même des accents dignes de Montesquieu (cf. Erinç 1958).

9. Qui a commencé en 1911 pour l'Empire ottoman avec la guerre de Tripolitaine contre l'Italie et a continué par les guerres balkaniques en 1912-1913.

10. Échange effectué entre la Turquie naissante et la Grèce sur des bases « religieuses », et supervisé par la Société des Nations.

11. Voir les dossiers de l'*European Journal of Turkish Studies* (2008/7, 2011/12 et 2013/16) consacrés à l'ingénierie démographique.

12. Ce fut successivement l'est (*şark* puis *Doğu*), la région (*bölge*), le « Sud-Est » (*Güney Doğu*). Cf. Emin Bozarslan (1966).

13. La seule expérience d'administration régionale est d'ordre militaire et policier, puisqu'elle a concerné toute une « région » mise sous état d'exception (OHAL) entre 1987 et 2001, compte tenu de la violence quotidienne qui y sévissait. L'enjeu actuel est donc de sortir d'une vision encore exclusivement sécuritaire du fait régional.

14. La loi n° 1994 du 16/6/1994, qui modifie la loi fondatrice de cette institution (1960) introduit cependant du point de vue de l'attention au territoire quelques modifications : référence aux zones de développement prioritaire (Première partie, article 2) et référence à la « Direction du développement régional » (Deuxième partie, article 14).

15. Cette période demeure une référence permanente pour un certain nombre d'acteurs et d'observateurs actuels qui estiment que le volontarisme étatique fièrement affiché durant ces années s'est depuis émoussé sous les assauts d'un libéralisme tendant à relativiser le rôle de l'État (Erder *et al.* 2003).

16. Cet ultime découpage opéré dans la perspective européenne, définit trois niveaux d'unité territoriale pour les statistiques (les NUTS ou *Nomenclature of Territorial Units for Statistics*). Le « niveau 1 » correspond à celui des régions (il y en a 12), le niveau 2, à celui de sous-régions (26) et le niveau 3 à celui des départements. L'illustration 2 fait donc apparaître une nouvelle régionalisation, puisque l'on passe de sept régions à douze, les ensembles « mer Noire », « Marmara » et « Anatolie orientale » étant chacun subdivisé, le département d'Istanbul constituant même à lui seul une région de niveau I, et la région « Anatolie occidentale » étant créée.

17. Il existe cependant, dans la Turquie contemporaine, une conscience régionale, plus ou moins affirmée, qui passe par des identifications et des auto-identifications fortes notamment en référence à la région de la mer Noire [*Karadenizli*] avec des connotations plus ou moins positives associées à ces qualifications. Cette conscience, le plus souvent forgée dans l'émigration, renvoie à une origine pour dessiner une communauté imaginaire parfois agissante. Elle désigne une appartenance, sans fonder une action d'ordre politique ou plus largement sociale, si ce n'est à travers les « associations de pays » prises dans un mouvement de fédération sur une base régionale de référence (l'évolution a été notée pour les associations de villages ou d'arrondissements de la mer Noire, cf. Pérouse 2005). La mobilité des populations de Turquie, qui revêt des formes très différentes selon les moments et les milieux sociaux, serait à l'origine d'un changement du regard sur le territoire.

18. Notamment l'ouvrage d'Ashword et Voogd (1990) *Selling the city: Marketing Approaches in Public Sector Urban Planning*.

19. L'adhésion aux transformations urbaines a été moins étudiée dans la littérature actuelle que les phénomènes de contestation. Citons le travail de Sevinç Doğan, *Mahalledeki AKP, Parti İşleyişi, Taban Mobilizasyonu ve Siyasal Yabancılaşma*, İletişim Yayınları, 2016.

20. Le territoire est conçu comme un « agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité » (Debarbieux 2003 :

910). Dans les années 1990, citons par exemple un projet comme « La ville de l'épi/Başakşehir » (Pérouse 2010).

21. « Les promoteurs en charge de l'élargir et de la rénover avaient décidé de lotir les bords de l'avenue en style moderne, mais la municipalité chinoise a au contraire décidé que l'on ferait des bâtiments en pastichant le style chinois » (Sanjuan 2013).

22. Le récent accord migratoire avec l'Union européenne rappelle, s'il en était besoin, que les circulations ne sont pas fluides : les synapses et points de passage tantôt s'assouplissent, tantôt se rigidifient, au gré des décisions politiques et des tensions géopolitiques. Ces entraves concernent bien sûr les frontières extérieures, mais aussi, les circulations intérieures dans les régions à dominante kurde, avec des impacts sur le fonctionnement et l'organisation des territoires (Sönmez 2008 ; Thevenin 2014).

23. Pour le pouvoir central, le contrôle du territoire passe par un investissement public important dans les technologies militaires – dont témoigne le récent lancement du satellite Göktürk 1 depuis la base de Kourou en Guyane pour un coût de 261,5 millions d'euros. À l'heure où la cartographie à grande échelle du territoire n'est toujours pas accessible à la sphère civile, ce dernier permet l'acquisition d'images de haute résolution et ce, sans limites géographiques (ce qui n'a pas manqué de susciter la vive réprobation d'Israël).

AUTEURS

SÉGOLÈNE DÉBARRE

Université Paris I Panthéon Sorbonne

UMR 8504 Géographie-cités

JEAN-FRANÇOIS PÉROUSE

Institut français d'études anatoliennes, Istanbul